

Position des Amis de la Terre pour des sociétés soutenables

Cette position est le cadre général dans lequel se situent les autres positions des Amis de la Terre France, qui précisent nos analyses et recommandations sur des thèmes et domaines spécifiques.

1. Les enjeux

Un modèle économique prédateur

Hérité de la Révolution industrielle, le modèle de développement actuel est essentiellement économique, productiviste et capitaliste. Il met au second plan les aspects sociaux, environnementaux et culturels et le respect des droits humains. Les indicateurs dominants, la croissance économique et le PIB, ne prennent pas en compte les destructions environnementales et sociales. Ce modèle conduit à la marchandisation de toutes les activités humaines et de toutes les ressources naturelles, des relations sociales et même des corps humains, et, plus récemment, de l'atmosphère avec les marchés carbone. Il est insoutenable, conduit à l'épuisement des ressources, à l'aggravation des pollutions et à l'extension des inégalités. Les marchés financiers ont pour but la réalisation de profits sur des échéances de plus en plus courtes, totalement déconnectées du rythme réel des activités humaines. Ce court-termisme est incompatible avec un agenda politique moyen et long terme. Le développement de ces marchés entretient la spéculation sauvage et la formation de « bulles financières ». L'implosion récente d'une bonne partie du système financier mondial en est une conséquence directe. Affirmer que la croissance économique serait la source de progrès dans le bien-être est un leurre. Les pouvoirs économiques dissimulent et sous-évaluent toujours leurs impacts sociaux et écologiques. Ils sont soutenus par des Etats plus soucieux des bénéfices de « leurs » multinationales ou de leurs élites que de l'intérêt général (fuites des capitaux vers les paradis fiscaux, délocalisations dans des pays où la puissance publique est défaillante).

Un modèle de surconsommation destructeur

Ce modèle engendre surproduction, surconsommation et gaspillages dans les pays industrialisés et émergents, et de manière croissante parmi les élites des pays pauvres. Les entreprises utilisent des techniques de propagande de plus en plus sophistiquées et coûteuses pour susciter de nouveaux besoins, afin d'écouler sans cesse davantage de produits et services trop souvent superflus ou carrément aliénants : la publicité mondiale a coûté 700 milliards \$ en 2006, refacturés à des consommateurs déjà saturés de messages publicitaires. Ce modèle, imposé par les pays riches comme mode unique de développement, est impossible à reproduire à l'échelle de l'humanité : la surconsommation d'une minorité ne persiste que parce qu'une majorité est exploitée ou spoliée, maintenue dans la misère ou paupérisée. Ce mode d'existence matériellement et moralement insoutenable a des répercussions sur la santé et le bien-être des populations, celles des pays pauvres victimes de privations et d'inégalités d'accès aux ressources premières, tout comme celles des pays riches victimes de l'hyperconsommation (obésité, diabète, cancers, dépressions...)

La multiplication des fausses solutions

Les fausses solutions se rajoutent en bout de chaîne, aggravant les problèmes existants ou en créant de nouveaux. C'est le cas notamment des agrocarburants, de l'énergie nucléaire, du captage et stockage du CO₂, ainsi que des techniques de compensation carbone dans les pays du Sud et de l'Est européen. Ces fausses solutions sont un frein à l'acceptabilité sociale d'une nécessaire sobriété, en pérennisant l'illusion que des solutions technoscientistes pourraient résoudre nos problèmes. De plus, certaines d'entre elles – OGM, nanotechnologies, microprocesseurs de localisation... mettent en péril la santé publique et les libertés fondamentales (par exemple la liberté pour les paysans d'utiliser leurs propres semences).

La démocratie désavouée

Le mode de vie actuel est basé sur le principe de compétition des uns contre les autres, des plus forts contre les plus faibles. Toute notion de solidarité est évacuée au profit d'un individualisme artificiellement exacerbé. Ce mécanisme de compétition est la cause directe de la destruction du tissu social et de la déresponsabilisation des citoyens. Au niveau politique, cette déresponsabilisation se manifeste par l'abandon des décisions à une caste de bureaucrates gestionnaires et d'experts techniciens.

La vie des hommes et des sociétés en danger

Le climat se dérègle, la biodiversité est dans sa sixième grande extinction, les pollutions sont omniprésentes, l'eau douce s'épuise, les terres se dégradent. Cette situation multiplie les risques de conflits et de guerres induits par la raréfaction des ressources et les déplacements de populations chassées par la dégradation de leurs lieux de vie. La crise écologique est telle qu'elle menace désormais l'équilibre de la biosphère et la survie de l'humanité.

2. Ce que veulent les Amis de la Terre : des sociétés soutenables.

Contribuer à l'instauration de sociétés soutenables est la finalité des Amis de la Terre. Pour y parvenir, il s'agit de garantir la justice sociale et environnementale, ce qui suppose :

- Le respect des besoins humains fondamentaux de tous sans compromettre la capacité des générations futures à pourvoir

aux leurs ;

- L'accès pour tous aux ressources naturelles et sociales et leur partage équitable ;
- Le droit pour chacun à vivre dans un environnement sain et le devoir de le préserver ;
- La participation active de chacun à la mise en place de principes démocratiques renouvelés.

La notion de soutenabilité est basée sur deux principes :

- La sobriété dans les usages matériels; utiliser tout type de ressource de manière à ne pas menacer sa disponibilité.
- L'équité dans le partage de ces ressources, au sein d'un même pays comme entre les différents pays et les différentes générations.

Ces deux principes sont mis en oeuvre dans le cadre de l'espace écologico-social.

L'espace écologico-social se définit comme la quantité de ressources naturelles (énergie, eau...), de territoires, de ressources sociales pouvant être utilisée de manière soutenable, à tous les niveaux, de l'individuel au collectif, du local au global. Cet espace se situe entre :

- un plancher correspondant au niveau minimum en ressources dont chaque utilisateur doit disposer pour couvrir ses besoins fondamentaux.
- un plafond indépassable, correspondant au niveau maximum au-delà duquel l'équilibre écologique et la vie en société sont mis en danger. Une société soutenable est donc celle qui fonctionne dans le cadre de son espace écologico-social. Les zones situées sous le plancher et au-dessus du plafond relèvent de l'insoutenable, et doivent être progressivement supprimées. Deux exemples nous permettent d'illustrer cet objectif :
- en matière de ressources naturelles, il s'agit d'arriver en France à une consommation moyenne située entre 4 et 5 tonnes par habitant par an, au lieu de 16,4 tonnes aujourd'hui (total comprenant biomasse, minerais et métaux, matériaux de construction, combustibles fossiles). Toute consommation se situant sous le plancher correspondrait au maintien de la précarité et des inégalités sociales, toute consommation se situant au-dessus du plafond signifierait la poursuite de la destruction de la planète.
- en matière de revenus du travail, les excès de richesse et de misère sont insoutenables : il faut les supprimer en instaurant rapidement un revenu minimum d'existence garanti pour tous (plancher) et un revenu maximum (plafond) qui ne devrait pas être supérieur à 5 fois ce revenu minimum.

La transition vers les sociétés soutenables

La mise en place de sociétés soutenables est un impératif et une urgence. Nous ne sommes pas face à un choix. Si nous ne voulons pas voir le monde sombrer dans la barbarie, la transition vers des sociétés soutenables doit être mise en oeuvre au plus vite.

La question de la transition vers des sociétés soutenables se pose dès aujourd'hui dans toutes les régions du monde et les réponses qui y sont apportées sont diverses, quoique souvent proches dans leurs propositions. On peut citer les mouvements Slow (food, city...) apparus en Italie, les Villes en transition nées en Grande-Bretagne, ou le concept de «Vivre bien» développé en Bolivie. En France et dans plusieurs pays européens, c'est la notion de décroissance et le mouvement qui la porte qui sont apparus comme fer de lance de la transition, tandis qu'émergent d'autres propositions construites, par exemple, autour de la démarche negaWatt ou des plans climat.

Les Amis de la Terre France, attentifs à toutes ces formes de transition émergentes, participent au développement de leurs propositions et à la mise en place d'alternatives qui en sont l'expression concrète. Une des caractéristiques communes à l'ensemble de ces propositions est l'indispensable relocalisation des activités humaines. Cette relocalisation n'a rien à voir avec le repli sur soi, bien au contraire: elle va de pair avec l'échange et l'ouverture aux autres sociétés, avec la solidarité et la liberté de circulation des personnes. Elle sera basée sur des liens directs de confiance entre citoyens et collectivités, entre producteurs et consommateurs, le lien humain étant ainsi remis au coeur de l'échange et du projet de société. La gratuité doit être encouragée et développée partout où cela est envisageable.

Relocaliser l'économie

Afin de réduire radicalement les productions et consommations inutiles ou nuisibles, une grande partie de l'économie doit être relocalisée, ce qui suppose une organisation décentralisée. Outre les gains écologiques, les filières courtes et productions locales peuvent générer des centaines de milliers d'emplois, en s'ancrant dans les territoires, en restaurant la confiance entre producteurs, vendeurs et consommateurs, en améliorant les relations sociales, et en limitant les risques d'anonymat, de bureaucratisation et de dépossession propres aux filières longues. L'énergie, les produits de l'agriculture et de l'industrie, notamment, doivent être pour l'essentiel produits et consommés localement.

- en matière d'énergie, la consommation doit décroître pour réduire fortement l'usage des fossiles et sortir du nucléaire, les énergies renouvelables devant avoisiner les 100% d'ici 2050 en France et en Europe. Il faut sortir des logiques quantitatives basées sur le gaspillage pour trouver des solutions simples, efficaces et faciles à mettre en oeuvre, tout en réduisant les consommations et en luttant contre la précarité énergétique. dans le domaine de l'habitat, cela passe par le développement de l'efficacité énergétique dans le bâtiment, la promotion de l'éco-conception et de l'éco-construction, ainsi que l'usage accru des éco-matériaux (bois, isolants). Le rejet du nucléaire et du tout électrique sont incontournables.
- en matière d'agriculture et d'alimentation, il s'agit de sortir de la logique agroindustrielle d'accaparement et d'épuisement des terres et de faire respecter la souveraineté alimentaire, basée sur le droit d'accès aux terres agricoles et l'utilisation

libre des semences pour toutes les populations dans une perspective d'autosuffisance. Le développement d'une agriculture locale se fera en facilitant la réimplantation de la population paysanne grâce à la protection contre la spéculation foncière et une redistribution équitable des terres arables en France. Cela favorisera la création de nombreux emplois dans les zones rurales. L'agriculture biologique, locale, de saison, doit être soutenue. Il faut favoriser les circuits courts, les commerces de proximité, et tendre vers un régime alimentaire le moins carné possible.

- en matière de production industrielle, la reconversion de l'appareil productif est à engager, en particulier dans l'industrie automobile et aéronautique. Chaque fois que possible et souhaitable, les machines seront remplacées par du travail humain et animal. L'artisanat, les formes coopératives de production et de consommation, l'allongement de la durée de vie des produits, leur réutilisation via le recyclage, et la réduction des déchets à la source seront encouragés.

Relocaliser au niveau des territoires

- en matière d'aménagement des territoires et d'urbanisme, il s'agit de rapprocher les lieux de production, de travail et de vie sociale des lieux d'habitation, afin de permettre à chacun d'effectuer l'essentiel de ses activités au plus près de son logement. La densification urbaine doit être privilégiée, l'étalement urbain commercial ou pavillonnaire stoppé, la place de la voiture réduite à la portion congrue, les rues rendues aux piétons.

- en matière de services publics (énergie, eau, télécoms...), il faut en finir avec les privatisations et privilégier les services de proximité. Les tarifs devront être progressifs et non dégressifs, augmentant selon les quantités consommées.

- en matière de déplacements, les modes de transport devront évoluer vers les formes les plus légères et aussi collectives que possibles : vélo, partage de véhicules à moteur, transports en commun de voyageurs et de marchandises, transports fluviaux.

Mettre le pouvoir politique au service de l'intérêt général

La constitution d'oligopoles économiques est le fruit d'ententes planifiées entre grandes entreprises: sous prétexte de « libre concurrence », il s'agit en fait de démanteler les acquis sociaux d'après les deux guerres mondiales et de profiter du « dumping environnemental ». Cela est inacceptable et doit laisser place à des choix collectifs et démocratiques. Un programme visant à limiter drastiquement le pouvoir des acteurs économiques et à contrôler les pouvoirs étatiques ne peut être mis en oeuvre sans des changements politiques de grande ampleur. En ce sens, la démocratie représentative telle qu'elle existe ne saurait suffire. Le cumul des mandats, les conflits d'intérêts et la concentration du pouvoir au sein d'une élite sont autant de freins à un renouvellement du projet démocratique. Il faut inventer des formes de démocratie fédérale, relocalisée, participative et directe, visant à une prise en compte (responsabilisation) de l'ensemble des citoyens. Ces pouvoirs relocalisés se doteront de formes de coopération à toutes les échelles, locales, nationales et internationales, garantissant le respect de l'équité et la justice. Les relations internationales devront elles aussi être réinventées, du local au global, afin de garantir que les objectifs de soutenabilité et de respect des biens communs passent avant les aspects indûment économiques, commerciaux ou financiers et les intérêts abusivement nationalistes. Dans cette optique, la défense et l'extension des droits doit être réaffirmée, visant à une troisième génération des droits prenant intégralement en compte la dimension écologique.

Créer les conditions de la transition vers des sociétés soutenables

La transition ne pourra pas se faire par simple accumulation des alternatives, aussi nombreuses et innovantes soient elles. Des mesures d'envergure globale sont indispensables pour permettre sa mise en place :

Réaffirmer le rôle de l'Etat et des collectivités territoriales

Si l'Etat est plus que jamais instrumentalisé par les puissances économiques (ce qu'a encore démontré récemment son intervention dans la crise financière), il reste néanmoins le garant de la souveraineté des peuples et de leurs droits, de l'intérêt général contre les intérêts particuliers. En ce sens, nous devons l'amener à jouer son rôle de régulateur pour mettre en place les conditions de la transition, notamment :

- en matière climatique, l'objectif au niveau mondial est d'atteindre un seuil maximal d'émission d'une tonne de Gaz à Effet de Serre par habitant et par an d'ici à 2050, pour une population potentielle à cette date de 9 milliards d'habitants. Dans cette perspective, l'Etat français doit mettre en oeuvre le cadre public (réglementations, fiscalité, etc.) permettant de réduire les émissions nationales de 40% d'ici à 2020 et de 95% d'ici à 2050 par rapport au niveau de 1990.

- en matière de fiscalité, une réforme est indispensable selon deux principes : la redistribution équitable des richesses et la participation de tous à la solidarité nationale, ainsi que la préservation des biens communs et des ressources via une fiscalité écologique (application du principe pollueur-payeur). Cela conduit à réintroduire une progressivité sans plafonnement de l'impôt sur le revenu, à supprimer les niches fiscales et à remettre à plat l'imposition indirecte.

- en matière d'éducation, des politiques et pratiques nouvelles sont essentielles pour passer d'un modèle culturel d'individualisme et de concurrence à un modèle de solidarité. L'éducation à l'histoire des peuples et de leurs luttes, aux droits et acquis sociaux, aux spécificités régionales, et à l'écologie devra être privilégiée.

- en matière d'information et de communication, une profonde refonte des médias de masse, qui sont les principaux propagandistes de l'idéologie de la croissance, sera indispensable, ainsi que la promotion de médias indépendants, en

particulier au niveau local. Ils devront être indépendants de la publicité, qui encourage la surconsommation et n'a pas sa place dans un monde soutenable.

Ces mesures, non exhaustives, supposent de fixer au niveau national un calendrier précis d'objectifs obligatoires à atteindre sous forme d'une planification décentralisée et démocratique, de la base au sommet. De nouveaux indicateurs privilégiant les aspects écologiques et sociaux devront être conçus et utilisés pour mesurer la progression de notre société vers la soutenabilité.

Repenser la propriété privée

Face aux dérives actuelles allant jusqu'à l'appropriation du vivant, la propriété privée doit être progressivement limitée et redistribuée. Les formes de droits d'usage et de propriété collective avec usufruit des utilisateurs doivent être favorisées.

Refondre la définition de l'entreprise

Les sociétés anonymes et à but lucratif, qui ont pour principal objectif la maximisation de bénéfices financiers, n'ont pas leur place dans un monde soutenable. La concentration des grandes entreprises doit être interdite, afin d'éviter le contrôle du marché par des oligopoles privés. Le rétablissement de lois antitrust, un démantèlement des multinationales et une régulation stricte des marchés (notamment financiers), des investissements et du commerce sont donc impératifs pour commencer. Cette nouvelle régulation doit opérer à toutes les échelles : locale, sectorielle, nationale, communautaire et internationale. Dès à présent, l'accès à l'information en matière économique doit devenir une obligation, de même que la responsabilité juridique des entreprises sur leurs impacts environnementaux et sociaux (y compris ceux causés par leurs filiales et leur sphère d'influence, sous-traitants et fournisseurs). Dans la phase de transition, le statut des entreprises doit évoluer de la forme société anonyme à des statuts coopératifs et associatifs. Les entreprises ayant des missions d'intérêt général doivent fonctionner suivant un statut public et être gouvernées par des représentants d'usagers et de salariés. Les entreprises devront ainsi se mettre au service de la collectivité et non d'intérêts strictement particuliers.

Réduire le temps de travail

La réduction du temps consacré au travail par chacun et une meilleure répartition pour tous doivent permettre une diminution massive de la part du travail dans nos vies. Les organisations syndicales doivent reprendre toute leur place dans la représentation et la défense effective des travailleurs. Dans la phase de transition, il faudra aller vers le découplage travail/revenu par l'instauration de revenus d'existence versés à chaque citoyen, par exemple sous la forme de monnaies locales, moyen essentiel pour permettre la relocalisation des activités.

3. Ce que font les Amis de la Terre pour y parvenir

Trois niveaux d'actions sont indispensables et indissociables pour mettre en place la transition vers les sociétés soutenables.

- Le niveau individuel, car rien ne pourra être fait sans la prise de conscience et le changement graduel de comportement de chacun(e).

Pour atteindre cet objectif, les Amis de la Terre :

- mènent un travail pédagogique d'explicitation de leur vision des sociétés soutenables et des transitions ;
- renforcent et diffusent leur analyse du modèle de société actuel et de ses impasses ;
- démystifient les fausses solutions et les fausses issues à la crise actuelle ; Ils utilisent pour cela tous les moyens à leur portée : publications, conférences, formations internes et externes, mobilisations...

- Le niveau des alternatives collectives, qui contribuent à la mise en oeuvre des transitions. Pour atteindre cet objectif, les Amis de la Terre :

- promeuvent et soutiennent des alternatives sur les problématiques qu'ils jugent prioritaires.
- travaillent à l'implication la plus large des citoyens, en particulier par des actions en réseaux et collectifs avec le plus grand nombre de partenaires possible.

- Le niveau des politiques publiques, car aucune transition ne sera possible sans la création de réglementations nationales et internationales et la mise en oeuvre effective des réglementations déjà existantes.

Pour atteindre cet objectif, les Amis de la Terre :

- encouragent ou soutiennent les mesures mises en place par les pouvoirs publics dès lors qu'elles leur semblent aller dans le bon sens : réglementations, fiscalité, tarifs progressifs et incitations,
- appellent à opérer les choix et leur suivi dans le cadre d'une concertation démocratique, avec une vigilance particulière quant aux impacts sur les populations les plus vulnérables.
- proposent des mesures nouvelles en fonction de ce qui leur paraît s'imposer, du local au global.